

La formation des maîtres de l'école primaire à la dérive ?

Nous avons milité sans relâche pour une formation des maîtres exigeante qui n'oppose pas artificiellement les « contenus » et la « pédagogie ». Nous avons cherché, pour cela, à faire collaborer, dans des centres de formation à taille humaine, tous les acteurs de l'Éducation nationale. Nous nous sommes attachés à mettre en place un suivi personnalisé afin d'aider chaque futur maître à entrer dans le métier... Et nous avons vécu, ces dernières années, des coups de boutoir institutionnels qui ont complètement déstabilisé un édifice, qui était, certes, perfectible, mais qui, aujourd'hui, nous paraît, de plus en plus, ressembler à un champ de ruines.

Nous ne nous attarderons pas, ici, sur le naufrage complet de la formation continue des enseignants dans notre pays. Nous ne reviendrons pas sur le clivage, bien français, entre professeurs du primaire et ceux du secondaire : on sait les dégâts provoqués par l'hiatus entre l'école primaire d'un côté, et, d'un autre côté, le collège, « aspiré » par le lycée, malade de la spécialisation, du cloisonnement disciplinaire et de la sélection prématurée... Mais nous voudrions, en cette rentrée des classes où est réaffirmée l'absolue priorité de l'école primaire, dire à quel point nous sommes préoccupés par la situation, ubuesque à nos yeux, de la formation des enseignants du premier degré.

Alors que se terminait le quinquennat de Nicolas Sarkozy, nous étions nombreux à penser qu'en vidant les IUFM de toute substance, son gouvernement porterait la responsabilité de la disparition de la formation des maîtres. C'est pourquoi la « Refondation » voulue par Vincent Peillon a été porteuse d'espoir. Malheureusement, la création des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) nous a profondément déçus. Alors que le ministère ne cessait de proclamer la priorité au primaire, la formation des enseignants du premier degré a continué à perdre son identité, une identité qui plonge ses racines dans l'héritage républicain, de Ferdinand Buisson à Jean Zay et Alain Savary.

Historiquement, en effet, l'école primaire est au coeur du projet politique de la Nation, puisqu'elle doit permettre de donner à tous les enfants, dès leur plus jeune âge, les « fondamentaux » culturels et citoyens sans lesquels l'école ne peut que reproduire, voire accentuer, les inégalités. Il nous faut donc une école primaire forte, cohérente, dotée d'un projet culturel bien identifié, avec des maîtres formés et déterminés, sachant faire de leur polyvalence un moyen efficace de préparer leurs élèves à la complexité croissante du monde du XXI^e siècle des maîtres capables de faire vivre une institution, fidèles à ses valeurs fondatrices.

Or, que se passe-t-il aujourd'hui dans la formation de ces maîtres ? Nous assistons à une séparation radicale entre, d'une part, les tâches d'enseignement - qui relèvent des universités -, et, d'autre part, les tâches de recrutement, de mise en stage, d'évaluation et de gestion des personnels, qui relèvent, elles, des rectorats. La juxtaposition est devenue la règle : malgré des efforts ici ou là, on ne « forme » plus nos « instituteurs » : on les « enseigne », d'un côté, et on les « manage » de l'autre. Et ce n'est pas seulement la désorganisation qui en découle qui est ici problématique, c'est le « projet d'enseigner en primaire » lui-même qui s'est perdu en route. Comment, en effet, espérer nourrir ce projet, l'inscrire dans une histoire, lui donner un avenir, si l'on ne ressaisit pas fortement, dans une perspective nationale claire, incarnée concrètement au quotidien pour chaque futur maître, les morceaux d'un puzzle qui ne laissent apparaître aujourd'hui aucune visibilité ?

Puzzle quand les formateurs issus du premier, du second degré ou de l'enseignement supérieur, ne travaillent plus vraiment ensemble au service des étudiants et des stagiaires. Puzzle quand ils sont coupés des inspecteurs de circonscription et des conseillers pédagogiques. Puzzle quand les cours ne sont affectés qu'en fonction des obligations de service des formateurs. Puzzle quand rien ni personne ne peut vraiment faire le lien entre les différents moments d'une même formation. Puzzle quand ceux et celles qui préparent les concours ignorent les exigences des jurys de ces mêmes concours. Puzzle quand plus aucun enseignement ne vient mettre en perspective historique et

philosophique les différentes composantes du « projet d'enseigner aujourd'hui » ni la culture qu'il requiert... Ainsi, le puzzle est-il partout, mais le sens nulle part. Les étudiants ne sont pas dupes : les plus débrouillards s'en accommodent tant bien que mal ; les plus motivés s'en désespèrent ; les plus en difficulté se découragent...Nul ne s'en soucie : la machine tourne, les obligations de service sont bien effectuées et il y aura, au final, « un professeur devant chaque classe »... Mais les effets sur les élèves ne tarderont pas à se faire sentir. Car, nous le savons depuis longtemps : les personnes en formation ne font jamais, ensuite, ce qu'on leur a dit de faire, mais ce qu'on a fait avec elles : en l'occurrence, n'importe quoi !

Ainsi, les ESPE sont-ils aujourd'hui, très largement, des coquilles vides laissées en pâture aux attermoissements d'universités - « naturellement » plus soucieuses de réfléchir sur la formation des professeurs du secondaire et sur le vivier de leurs propres chercheurs - et aux rectorats qui recrutent sans anticiper suffisamment les conditions d'une « formation tout au long de la vie » de leur personnel. Surtout, et malgré les véritables efforts de certains acteurs, les futurs professeurs du premier degré font l'expérience de l'absence d'ambition nationale dans le domaine qu'ils ont choisi et – faisons leur ce crédit – auquel ils croient suffisamment pour y consacrer un vie professionnelle aux avantages matériels de moins en moins évidents. Car c'est seulement si les futurs enseignants peuvent articuler leur engagement personnel et celui d'une institution aux valeurs clairement assumées par la Nation que nous « refonderons » notre école primaire pour en faire une école de la culture partagée et de la justice sociale, une école refondée, selon la belle expression d'Olivier Rebol, sur « ce qui libère et ce qui unit »...

Il est donc temps de construire un véritable « cursus » de formation des enseignants, unifié, aux finalités communes pour toutes et tous, aux modalités cohérentes avec l'École que nous voulons. Il est temps de définir, au-delà des bidouillages institutionnels, des conflits de territoire et de l'approximation permanente d'une organisation désormais exclusivement dictée par les tableaux Excel, un projet de formation, avec des chapitres obligés, des exigences précisées, des méthodologies rigoureuses. Les universités savent faire cela quand elles le veulent : en témoignent des licences et des masters professionnels de grande qualité. Les professionnels de tous les corps de l'Éducation nationale ont accumulé une expérience considérable dans ce domaine : en témoignent de très belles réussites ici ou là, en particulier avec les mouvements pédagogiques et d'Éducation populaire... Il faut donc créer sur les territoires de véritables « centres de formation des professeurs », à taille humaine, avec un encadrement pédagogique stabilisé, des contenus et une progression régis par un cahier des charges national, et capables d'accompagner vraiment chacun et chacune dans sa formation initiale et continue. Car, si nous ne nous ressaisissons pas, si, faute de prendre au sérieux la formation de ses enseignants, notre école primaire se délite ou se privatise....nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas !

Philippe Berthuit, Maître formateur, ESPÉ de Versailles

Anne-Marie Chartier, Historienne de l'éducation

Benoit Falaize, Historien de l'éducation, Université de Cergy Pontoise

Philippe Joutard, Historien, ancien Recteur

Philippe Meirieu, pédagogue, professeur à l'université LUMIERE-Lyon 2